

Il y a de plus en plus d'étrangers dans le monde...

Parce que seule la libre circulation des prolétaires de tous les pays peut empêcher le triomphe de ce monde urbain incolore, inodore et sans saveur qu'on veut nous fabriquer... Parce que nous n'en avons rien à cirer de l'« identité française »...

Parce que la xénophobie d'État flatte et encourage le racisme d'une partie de la population et détourne sur les « étrangers » la colère qui monte face à un système produisant toujours plus de richesses et toujours plus de pauvres... Parce que cette colère est la nôtre...

Parce que nous savons que ce n'est pas l'immigration qui crée le chômage, mais bien la course à la compétitivité, c'est-à-dire la logique même du système... Parce que cette logique folle nous pourrit la vie...

Parce que la chasse aux « clandestins » repose sur une énorme hypocrisie, puisque ce sont les règlements eux-mêmes, toujours plus restrictifs, qui fabriquent de la « clandestinité », et que des secteurs entiers de l'économie vivent de la surexploitation de ces immigrés qui, loin de représenter « toute la misère du monde », sont des producteurs de richesses... Parce que cette hypocrisie encrasse les cerveaux, pervertit la pensée de ceux qui nous entourent et fonde le consensus de toute la classe politique depuis plus de vingt ans...

Parce que la surexploitation des « clandestins » permet de faire pression sur nos salaires, et de nous exploiter davantage...

Parce que l'énorme appareil lancé contre eux, avec ses fichiers informatiques, son espace Schengen, ses fonctionnaires-collabos qui en rajoutent toujours sur l'infamie réglementaire, ses flics qui se croient tout permis et ses juges zélés, parce que cet appareil qui sert aujourd'hui contre eux, pourra fonctionner demain contre d'autres catégories de la population...

Parce que, dans un monde qui donne tout le pouvoir à l'économie, l'opposition entre réfugiés politiques et réfugiés économiques n'a plus aucun sens...

Parce que nous sommes tous victimes d'un système qui accélère sans cesse la circulation planétaire des marchandises et des images, en s'opposant chaque jour un peu plus à la circulation de la grande majorité des humains — les pauvres du Sud et de l'Est et les précaires de partout... Parce que nous avons été, nous sommes, ou serons tous un jour de ces précaires que menacent la matraque, le règlement et la « rationalité » économique...

Parce que nous ne supportons pas que l'absence d'un dérisoire bout de carton puisse empêcher de circuler, de rencontrer, de découvrir, d'aimer et de partir à l'aventure...

Pour toutes ces raisons, et mille autres qui tiennent au parfum de liberté qu'ont ramené dans l'air les mouvements sociaux, le combat des sans-papiers est le nôtre, et nous faisons notre cette revendication minimale : des papiers pour tous !

La lutte commencée avec l'occupation de Saint-Bernard a montré que les lois Pasqua, sont non seulement odieuses et inhumaines, mais encore inapplicables — à moins de confier définitivement la question du droit des étrangers et de chacun d'entre nous à la discrétion de la police. Elle a montré les limites de la négociation « au cas par cas », qui divise le mouvement et l'enlise dans d'interminables démarches administratives, et celles des soutiens humanitaires. L'énorme déploiement policier et son piteux épilogue judiciaire, assorti de rafles au hasard pour remplir les charters, ont montré qu'il était plus dangereux de ne rien faire que d'apparaître publiquement. De toute manière, leur finalité n'est pas comme on voudrait le faire croire d'expulser les illégaux, mais de les faire replonger dans la clandestinité, d'exercer une terreur qui les contraine à accepter des conditions de salaire et de travail intolérables.

En s'organisant eux-mêmes et en luttant pour imposer leurs conditions aux organisations qui les soutenaient, les occupants de Saint Bernard avaient d'ores et déjà posé le problème hors des cadres humanitaires où on voulait le cantonner. En tentant de « vider l'abcès », l'État n'a réussi qu'à répandre le virus de la solidarité et à permettre que ceux qui n'avaient pas trouvé place dans l'église créent de nouveaux comités ouverts à tous les sans-papiers. En réaffirmant leur volonté de ne pas être mis hors du « droit commun », les sans-papiers et plus largement l'immigration attaquée à travers eux, portent un coup au processus de précarisation de larges couches de la population, de démantèlement des protections sociales (RMI interdit aux moins de 25 ans, flicage du chômage, etc.).

L'offensive contre les sans-papiers n'est pas le problème des sans-papiers, c'est notre problème à tous. prenons l'initiative !

Paris, le 11 septembre 1996
Collectif « Des papiers pour tous »